



ACCORD-CADRE

RÉALISATION D'ENQUÊTES ET D'ÉTUDES CONSOMMATEURS POUR L'INC

Lot n°1 : Réalisation d'enquêtes sur panels simples

Lot n°2 : Réalisation d'enquêtes sur panels spécifiques

Lot n°3 : Visites en client mystère

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

TABLE DES MATIERES

1	DEFINITIONS	4
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1	Partie contractante	4
2.2	Objet de l'accord-cadre	4
2.3	Allotissement	4
2.4	Forme de l'accord-cadre	4
2.5	Durée de l'accord-cadre	5
2.6	Evaluation des prestations à réaliser	5
3	PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	5
3.1	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
3.2	Pièces constitutives des marchés subséquents	5
4	MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT	6
4.1	Désignation des interlocuteurs	6
4.2	Conditions administratives d'exécution	6
4.3	Passation des marchés subséquents	6
4.4	Durée des marchés subséquents	7
4.5	Modalités de remise en concurrence	7
4.6	Contenu de la consultation	7
4.7	Présentation et contenu des offres	7
4.8	Négociation des marchés subséquents	7
4.9	Critères d'attribution	7
4.10	Attribution	8
4.11	Délai d'exécution des prestations	8
4.12	Prolongation de délai	8
5	SOUS-TRAITANCE ET CESSION DE L'ACCORD-CADRE ET/OU DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
5.1	Acception des sous-traitants	9
5.2	Modalités de paiement direct	9
5.3	Cession de l'accord-cadre	9
6	CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS – REFACTIONS PARTIELLES et/ou GENERALES	10
7	PRIX - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	10
7.1	Formes des prix	10
7.2	Contenu des prix	10
7.3	Révision des prix	10
7.4	Règlement des comptes	10
7.4.1	Paiements et fréquences associées	10
7.4.2	Modalités de paiement	10
7.4.3	Mentions de la facture	11
7.4.4	Délai global de règlement	11

7.5	Avance	11
8	PENALITES ET REFACTIONS	11
8.1	Pénalités	11
8.2	Réfactons	12
9	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE	12
10	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR.....	12
11	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
12	PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
12.1	Etendue des droits cédés	13
12.2	Territoire et durée	14
12.3	Exclusivité	14
12.4	Garanties	14
12.5	Rémunération	14
12.6	Droit moral	14
12.7	Résiliation	14
13	DOCUMENTS A PRODUIRE	15
14	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	15
15	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	15
16	RESILIATION	16
16.1	Résiliation pour faute	16
16.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	16
17	DIFFERENDS ET LITIGES	16
18	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
19	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	17

1 DEFINITIONS

Pouvoir adjudicateur – Acheteur public : l'INC, personne publique contractante,

Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'INC

Accord-cadre : contrat par lequel l'acheteur public s'engage à passer des marchés subséquents auprès des titulaires de l'accord, pendant une période donnée et pour des prestations déterminées.

Marchés subséquents : marchés passés sur le fondement d'un accord-cadre, qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord-cadre. La conclusion de ces marchés intervient soit lors de la survenance du besoin, soit selon une périodicité fixée par l'accord cadre, après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Titulaires de l'accord-cadre : entreprises attributaires du présent accord-cadre,

Titulaire du marché subséquent : attributaire d'un marché subséquent, étant entendu qu'il n'y a qu'un titulaire par marché subséquent.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Partie contractante

L'accord-cadre est passé pour le compte de l'INC, représenté par son directeur général. L'INC est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) dont le siège est situé à :

76, avenue Pierre Brossolette
CS 10037
92241 MALAKOFF Cedex
France

2.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'études pour objet la réalisation d'enquêtes auprès de panels de répondants et d'études ou de visites par clients mystères.

La description des prestations figure au C.C.T.G.

2.3 Allotissement

Le présent accord cadre est décomposé en 3 lots séparés :

Lot n°1 : Réalisation d'enquêtes auprès de panels de répondants simples

Lot n°2 : Réalisation d'enquêtes auprès de panels de répondants spécifiques

Lot n°3 : Réalisation de visites en client mystère

2.4 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire, passé en application des articles R2162-1 à R2162-12 du code de la commande publique. Il donnera lieu à des marchés subséquents.

Des marchés subséquents issus de cet accord-cadre seront attribués dans les conditions définies au présent CCAP.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à remettre une offre à chaque marché subséquent passé sur le fondement de cet accord cadre. En cas de non-réponse d'un titulaire, l'INC se réserve le droit de

résilier l'accord-cadre conclu avec ledit titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation sous quelque forme que ce soit.

Cet accord cadre ne comprend pas de montant minimum ni maximum.

2.5 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il sera reconduit tacitement par période d'une année. Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre années.

L'INC pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 60 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse la refuser.

2.6 Evaluation des prestations à réaliser

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire aura pris soin de signaler par écrit à l'INC toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'imprécisions, d'erreurs, d'omissions ou de contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

3 PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement « AE - INC 2024-038– AC Etudes de services »
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) INC 2024-038 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG-FCS ci-après. Ce document, bien que non joint à l'accord-cadre, est réputé bien connu et le titulaire de l'accord-cadre reconnaît expressément son caractère contractuel ;
- Le cadre de réponse,
- L'éventuel mémoire technique du candidat.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent accord-cadre.

Seuls les exemplaires conservés dans les locaux de l'INC font foi.

3.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivants par ordre de priorité décroissant :

- Les pièces de l'accord-cadre, listées ci-avant ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché subséquent ;
- L'éventuel mémoire technique du candidat.

4 MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT

4.1 Désignation des interlocuteurs

- D'une part, l'INC, représenté par son directeur, désigné dans les pièces de l'accord-cadre par l'expression « l'INC » ;
- D'autre part, le prestataire de service qui conclut l'accord-cadre avec l'INC et désigné dans les pièces de l'accord-cadre par l'expression « le titulaire ».
Le titulaire désigne, dès la notification de l'accord-cadre, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'INC ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « le représentant du titulaire ».
Il s'agit d'un interlocuteur unique (avec un numéro unique) qui assure le suivi administratif et commercial de l'accord-cadre.

Les titulaires sont tenus de notifier immédiatement de l'INC les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à la structure même de son entreprise ou à son fonctionnement, en particulier :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la dénomination sociale (modification) ; le titulaire doit impérativement informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait KBIS mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais,
- en cas de de changement d'adresse, de siège social, de capital social....,
- en cas de de changement d'un interlocuteur privilégié,
- en cas de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer l'INC dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé. En cas d'acceptation de la cession par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant ou d'une modification unilatérale constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

4.2 Conditions administratives d'exécution

Le titulaire est entièrement responsable de la bonne réalisation de l'accord-cadre et des marchés subséquents qui lui sont attribués.

4.3 Passation des marchés subséquents

Le présent accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents conclus pour les besoins de l'INC.

La mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquents sera organisée conformément aux articles R2162-7 à R2162-12 du Code de la Commande Publique.

Cette passation interviendra lors de la survenance des besoins de l'INC.

Les titulaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité en l'absence de survenance du besoin.

La conclusion des marchés subséquents interviendra pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

4.4 Durée des marchés subséquents

La durée et le délai d'exécution des prestations sont fixés dans les documents contractuels des marchés subséquents.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à compter de leur date de notification au titulaire.

La date de fin d'exécution des prestations d'un marché subséquent peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre, sans toutefois que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique des titulaires de l'accord-cadre.

Les prestations prennent fin à la fin du marché subséquent.

4.5 Modalités de remise en concurrence

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après mise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Les parties ne peuvent apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

4.6 Contenu de la consultation

Lors de chaque marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre sont invités à télécharger le dossier de consultation sur le profil acheteur.

Les titulaires disposent d'un délai maximum (en général d'un maximum de 10 jours calendaires) pour remettre leur offre à compter de l'envoi de la lettre d'invitation par courrier électronique.

Le contenu du dossier de consultation et les caractéristiques techniques est précisé dans chaque lettre d'invitation.

4.7 Présentation et contenu des offres

Chaque titulaire de l'accord-cadre doit déposer son offre uniquement par voie dématérialisée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse indiquée dans la lettre de consultation.

Le contenu des offres est précisé dans chaque lettre d'invitation.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

4.8 Négociation des marchés subséquents

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur peut recourir à la négociation des marchés subséquents.

Cette négociation peut se faire avec un ou plusieurs titulaires, sur tous les éléments de l'offre et du besoin et peut se faire en un ou plusieurs tours, sous toutes les formes possibles (écrites, en présentiel, en distanciel).

4.9 Critères d'attribution

Au stade de la mise en concurrence de chaque marché subséquent, l'offre économiquement la plus avantageuse est attribuée au regard des critères suivants :

- Prix (fourchette de 20 % à 80 %)

- Qualité technique (fourchette de 20% à 80 %)
- Amélioration des Délais (fourchette de 0% à 30%)

En cas de négociation, il est alors réalisé une première analyse avant négociation et une seconde analyse des offres après négociation.

4.10 Attribution

A chaque marché subséquent, un acte d'engagement est alors signé avec le titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution annoncés dans la lettre d'invitation.

4.11 Délai d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux délais fixés au CCTP du marché subséquent, ou dans son offre, si le délai qui y est fixé est plus court.

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 8.1 du présent document sont applicables.

Le délai imparti dans le marché commence à réception des produits à tester par le fournisseur.

Le délai est fixé en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue au présent article. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Le délai de réalisation maximum est stipulé dans les CCTP des marchés subséquents.

Les résultats des études réalisés seront à adresser :

1. en général, à l'INC, en France métropolitaine,
2. à la demande, en France métropolitaine.

8 jours calendaires minimum avant la date de livraison des résultats, le titulaire confirmera par courrier ou mail la date, l'heure et le contenu exact de la livraison. Cette information devra être communiquée à l'INC.

4.12 Prolongation de délai

Une prolongation du délai de livraison peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler, par écrit adressé au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de trois jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. La pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus

5 SOUS-TRAITANCE ET CESSION DE L'ACCORD-CADRE ET/OU DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1 Acceptation des sous-traitants

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties d'un marché subséquent sans avoir obtenu de l'INC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'INC ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- d) Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de l'INC gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre du prestataire, la notification du marché subséquent emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont l'accord-cadre a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'INC des prestations sous-traitées.

5.2 Modalités de paiement direct

Conformément au code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 Euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché subséquent dont il assure l'exécution.

Le titulaire du marché subséquent joint en double exemplaire à la facture mensuelle la somme à régler par l'INC à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

5.3 Cession de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut céder l'accord-cadre ou un marché subséquent sans un accord préalablement écrit de l'INC.

La cession de l'accord-cadre ou du marché subséquent ne peut être acceptée par l'INC si la cession est jugée irrégulière.

L'INC peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion

notamment, lorsque l'activité du titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard du titulaire et que le cessionnaire accepte les conditions de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent.

6 CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS – REFACTIONS PARTIELLES et/ou GENERALES

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS concernant la constatation de l'exécution es prestations sont applicables.

7 PRIX - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

7.1 Formes des prix

Les prestations des marchés subséquents sont basées sur les prix (forfaitaires ou unitaires) fixés dans le marché subséquent.

Les prix maximums indiqués dans l'annexe 1 au présent accord-cadre doivent être respectés dans le cadre des offres de marchés subséquents.

7.2 Contenu des prix

Les prix des marchés subséquents, exprimés en euros hors TVA, incluent notamment l'ensemble des vacations, dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales, fiscales, para fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Le montant des facturations sera majoré de la T.V.A. au taux en vigueur au moment de l'établissement de la facture. Si ce taux venait à changer au cours de l'accord-cadre, le nouveau taux s'appliquerait de plein droit.

7.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord cadre et des marchés subséquents.

7.4 Règlement des comptes

7.4.1 Paiements et fréquences associées.

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre des marchés subséquents s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations seront réglées après service fait de chaque marché subséquent.

7.4.2 Modalités de paiement

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 38185672300030 ;
- Code service Chorus Pro : FACURES_PUBLIQUES
- Engagement(s) : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;

- Numéro de l'accord-cadre : INC-2024-038

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

7.4.3 Mentions de la facture

La facture ou son équivalent mentionne, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes de l'accord-cadre (titulaire et INC),
- L'objet succinct du marché subséquent et son numéro,
- Le numéro de compte bancaire ou postal,
- la nature et le prix des prestations réalisées
- le montant HT de la prestation réalisée,
- le taux et montant de la TVA,
- le montant total TTC.

7.4.4 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INC.

7.5 Avance

Une avance de 5% de chaque marché subséquent supérieur à 50 000 € HT sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R 2191-16 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement.

Cette avance est portée à 10% de chaque marché subséquent supérieur à 50 000 € HT si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-19 du code de la commande publique.

8 PENALITES ET REFACTIONS

8.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes peuvent être appliquées.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit et sont toutes cumulables.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'INC de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire encoure des pénalités en cas de retard dans la livraison des rendus prévus par le marché subséquent. Le montant des pénalités est calculé selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50$$

dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = Montant du marché subséquent
- R = nombre de jours calendaires de retard

8.2 Réfactions

Les réfactions sanctionnent les non-exécutions de la prestation, qu'elles soient partielles ou totales.

Elles s'additionnent aux pénalités prévues à l'article précédent.

La non-exécution de la prestation donnera lieu à une mise en demeure. Celle-ci indique la date limite avant laquelle le titulaire devra effectuer la prestation et pourra prendre la forme d'un courrier, d'un courriel ou d'une télécopie.

A l'issue de ce délai, la non-exécution de la prestation entraîne le rejet de la prestation sans mise en demeure préalable. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réaliser la prestation par une autre entreprise aux frais exclusifs du titulaire.

9 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire, à l'occasion de de l'exécution de la prestation, objet du marché subséquent, s'engage à respecter une stricte confidentialité des informations (renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques) qui lui sont confiées ou qu'il peut voir, entendre ou comprendre dans la cadre de sa mission.

Le titulaire s'engage à respecter la charte de confidentialité qu'il fournira au démarrage de la prestation.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette charte.

Le titulaire met tout en œuvre, en obligation de résultats, pour que tous les éléments transmis par l'INC (photos, articles, épreuves, etc.) restent totalement confidentiels.

Il imposera cette obligation à ses salariés et à ses sous-traitants, et notamment, en exigeant d'eux un engagement de confidentialité.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'INC à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'INC, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

10 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

11 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

12 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire cède, dans les conditions énoncées ci-après, les droits de propriété intellectuelle attachés aux documents réalisés dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après les « Prestations »).

12.1 Etendue des droits cédés

La présente cession comprend le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation des Prestations sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique, magnétique, électronique, électromagnétique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, diffusion, télédiffusion, usage privé et de tous droits qu'implique l'exercice des droits cédés.

- a) Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des prestations sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment :
 - le droit de numériser les Prestations, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des Prestations numérisées pour les besoins de son stockage, son transfert, son traitement informatique, son adaptation et/ou son exploitation ;
 - le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les Prestations, ou tout élément des Prestations.
- b) Le droit de représentation comprend notamment la communication à tout tiers des prestations par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour et notamment par voie de présentation, diffusion par tous procédés, notamment numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé.
- c) Le droit d'adaptation comprend :
 - i. le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par extraits des prestations, par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus;
 - ii. le droit d'assembler et d'intégrer les prestations, ou tout élément le composant pris isolément, dans toute autre œuvre ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique ;
 - iii. le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les prestations, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion ;
 - iv. le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant, représentant ou incorporant les prestations, ou tout élément le composant ou s'y intégrant pris isolément ;

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend le droit d'adapter tout ou partie des prestations, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un marché particulier, sous quelque forme que ce soit.

A titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que l'INC pourra exploiter les Prestations d'une part, pour les besoins du présent accord-cadre et d'autre part, aux fins de toutes actions, interne, institutionnelle, ou externe, afférentes à la réalisation de ses missions statutaires

12.2 Territoire et durée

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des prestations par le titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

12.3 Exclusivité

La cession de droits objet du présent article est accordée à titre exclusif par le titulaire à l'INC.

En vertu de cette exclusivité, le titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les prestations et à ne communiquer en aucune circonstance les prestations à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'INC.

12.4 Garanties

Le titulaire garantit à l'établissement public être seul titulaire des droits cédés au titre de l'accord-cadre et de ces marchés subséquents et pouvoir en conséquence les céder sans que l'INC ne soit jamais ni recherchée, ni inquiétée à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des prestations, qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

Si la personne publique est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

L'INC, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

12.5 Rémunération

Il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit est compris dans la rémunération globale due au titulaire.

12.6 Droit moral

L'INC s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des prestations conformément aux articles L121-1 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

12.7 Résiliation

Nonobstant la résiliation, résolution, ou annulation de l'accord-cadre, les droits patrimoniaux se rapportant aux prestations demeureront acquis à l'INC tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation de l'accord-cadre ne remettra pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession.

13 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de produire à l'INC, à la **conclusion de l'accord-cadre et tous les six mois** à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion de l'accord-cadre, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INC peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier l'accord-cadre au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du marché subséquent concerné, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

15 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

16 RESILIATION

16.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre et mentionnés aux R.2142-3, R.2142-4 & R.2143-3 à R.2143-16 du code de la commande publique ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG – FCS.

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG-FCS applicables aux différents cas de résiliation sont applicables au présent accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent accord-cadre, l'INC serait en droit de résilier l'accord-cadre et ces marchés subséquents aux torts du titulaire, dans les conditions des articles correspondant du CCAG - FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG - FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions des articles correspondant du CCAG – FCS.

16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où l'INC souhaiterait mettre fin à l'accord-cadre ou à un marché subséquent pour motif d'intérêt général, celui-ci sera résilié à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Le calcul de l'indemnité de résiliation d'un marché subséquent s'effectuera conformément à l'article correspondant du CCAG-FCS.

17 DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de CERGY, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

18 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent accord-cadre. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INC et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

19 DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
3	4.1
8.1	14